



🐦 🌐 📷 📺 @SauvonsLaRdc1

Communiqué sur les bombardements des populations civiles dans l'Est du pays par le Gouvernement et la réaction de la communauté internationale

Le vendredi 8 mai dernier, le pouvoir de Kinshasa, croyant démontrer la montée en puissance de ses forces armées, a **tristement fait bombarder, par drones, des populations civiles sans défense**, celles de la **Cité de Mushaki en Territoire de Masisi**, arrachant ainsi à la vie plusieurs de nos compatriotes, et faisant un nombre important de blessés.

Acte de couardise, plutôt que de bravoure, cette énième ignominie a été dénoncée, y compris-fait notable parce qu'inhabituel, par ceux-là même qui, jusque-là, paraissaient inconditionnellement acquis à la cause du régime en place, leur silence face à ses multiples excès, faisant de plus en plus douter, qu'à l'ère de la course effrénée aux minerais stratégiques, la morale et le droit international puissent encore avoir droit de cité.

Le Mouvement Sauvons la RDC condamne avec la plus grande fermeté la violation du droit international humanitaire et du droit de la guerre que représentent ces frappes aériennes, devenues systématiques, qui prennent délibérément pour cible la population civile dans les villages, voire dans les marchés, comme si l'objectif poursuivi est de maximiser les pertes en vies humaines.

Il appelle à l'ouverture immédiate d'une enquête internationale indépendante, afin d'établir les responsabilités liées aux frappes qui ont endeuillé Mushaki, autant que celles qui, depuis un peu plus d'un an, ont touché les populations civiles dans l'Est du pays.

Ayant régulièrement dénoncé ces bombardements qui, par-delà les victimes civiles, détruisent des infrastructures de base tels que les ponts, les habitations, les écoles, les hôpitaux et les aérodromes, en particulier sur les Hauts plateaux de Minembwe, dans le Masisi et autour de Kalehe, souvent sans que cela n'émeuve outre mesure la communauté internationale, le Mouvement Sauvons la RDC salue la condamnation, cette fois-ci, du bombardement de Mushaki par le gouvernement américain, ainsi que par les Nations-Unies à travers la Monusco.

Le Mouvement Sauvons la RDC regrette cependant que ces deux membres importants de la communauté internationale n'aient pas fait mention, dans leur dénonciation, du bombardement, dans la soirée du même jour qu'à Mushaki et Kirolirwe, de Ilundu et de Gakenke dans le Minembwe. Il regrette aussi et surtout, qu'une fois de plus, ils n'aient pas tenu leur rang en qualifiant ces bombardements pour ce qu'ils sont, à savoir, des crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Ils n'en ont pas, non plus, désigné l'auteur, qui n'est autre que le régime de Kinshasa, préférant plutôt faire un rappel à l'ordre général, à l'aide de la formule usuelle **«toutes les parties doivent...»**; une formule que la communauté internationale utilise, chaque fois que, prise entre le marteau des intérêts des grandes puissances et l'enclume du droit international, elle choisit de faire le Ponce Pilate.

Le Mouvement Sauvons la RDC rappelle que, conformément au droit international humanitaire, **la protection des populations civiles est une obligation impérative pour toutes les parties impliquées dans un conflit armé.** Pas uniquement pour celles que la communauté internationale choisit discrétionnairement de punir ou d'affaiblir.

En l'espèce, il n'est donc pas acceptable ni tolérable, moins encore pardonnable, qu'un gouvernement qui est incapable de protéger la population contre diverses milices tribales dans les provinces de la Tshopo et du Tanganyika, les Mobondo dans les provinces du Kwango et de Mai-Ndombe, les Mbororo dans les provinces du Bas-Uele et du Haut-Uele, les codeco en Ituri, les Adf et autres forces négatives dans les territoires de Beni et Lubero au Nord-Kivu, toutes zones sous contrôle gouvernemental, puisse s'adonner, en plus, au massacre de la population civile vivant hors desdites zones, tuant indistinctement hommes, femmes, enfants et personnes âgées, à l'aide de drones et d'avions de chasse, sans être distinctement et clairement appelé à l'ordre.

Pour le Mouvement Sauvons la RDC, sauf à vouloir passer pour complice du gouvernement, la communauté internationale – y compris les Nations Unies, garantes du droit international – doit donc :

- 1. Rappeler au pouvoir en place que la responsabilité d'un gouvernement est de protéger sa population. Pas de l'exterminer.**
- 2. Exiger que les crimes de masse à répétition dûs aux bombardements des populations civiles par les forces gouvernementales cessent, sans délai ni condition.**

Fait, le 12 Mai 2026



Pour Sauvons la RDC :

Raymond Tshibanda

André Claudel Lubaya

Franck Diongo

Augustin Matata Ponyo Mapon

Jean-Claude Vuemba

Dr Tharcisse Loseke

Floryd Mbakata

Filia Tshipasa

Albert Mukulubundu

Bienvenu Matumo

Seth Kikuni